

22.03.2012 - 11:32 Uhr

## Pour la protection des Alpes, le Conseil fédéral a une dette envers le peuple

Altdorf (ots) -

Le Conseil fédéral ne doit plus tergiverser en ce qui concerne l'objectif de transfert route-rail, mais introduire une bourse du transit alpin. C'est ce que demande l'Initiative des Alpes. Le Conseil fédéral trouverait des appuis dans les régions alpines affectées par le transit, notamment au Tyrol, dont le ministre des Transports milite en faveur d'un système panalpin de gestion du trafic de type «bourse». Un tel instrument permettra d'atteindre en Suisse l'objectif de 650'000 poids lourds en transit par année. Ce chiffre découle directement de la Constitution et n'est pas adaptable.

L'Initiative des Alpes n'est pas seule à réclamer la mise en place d'une bourse du transit alpin ou d'un instrument analogue; toutes les régions alpines d'Autriche, de France, d'Italie et de Suisse touchées par le trafic de transit l'appellent de leurs vœux. «Le Conseil fédéral doit enfin s'en rendre compte et prendre cette bourse comme point de départ de ses négociations», a déclaré Fabio Pedrina, président de l'Initiative des Alpes, à Berne. «La Suisse a déplié le «tapis de fer» devant l'UE sous la forme des deux tunnels ferroviaires de base du Gothard et du Lötschberg», a-t-il poursuivi.

Alf Arnold, directeur de l'Initiative des Alpes, estime que le Conseil fédéral a une dette envers le peuple suisse. «C'est en donnant foi aux assurances du Conseil fédéral que le peuple a accepté l'accord sur les transports terrestres avec l'UE en 1999», a-t-il souligné. Dans le message sur les accords bilatéraux, on pouvait lire textuellement ceci: «L'accord sur les transports terrestres permet à la Suisse de réaliser le transfert du fret de la route vers le rail.»

Pour que le Conseil fédéral puisse négocier librement avec l'UE, le Parlement doit modifier l'article 6 de la loi sur le transfert du trafic marchandises. Il s'agit de biffer l'obligation de coordonner la bourse du transit alpin avec l'étranger. C'est la seule manière d'éviter une situation bloquée par un refus de l'UE d'entrer en négociation.

Pour Bernhard Tilg, ministre des Transports et de la Santé du Land autrichien du Tyrol, la bourse du transit alpin représente une possibilité de réaliser un système panalpin de gestion du trafic. «Le milieu alpin est un écosystème unique et particulièrement sensible. C'est pourquoi nous avons besoin de solutions d'avenir novatrices permettant d'harmoniser le besoin de mobilité de la population et de l'économie avec la protection de ce milieu», a-t-il affirmé à Berne. Comme stipulé dans le Memorandum of Understanding signé à Rome en 2009, Bernhard Tilg considère une telle bourse comme une mesure d'accompagnement possible pour maîtriser le trafic sur l'axe du Brenner.

Contact:

Alf Arnold, directeur de l'Initiative des Alpes 079 711 57 13  
Fabio Pedrina, président de l'Initiative des Alpes 079 249 29 42  
Bernhard Tilg, membre du gouvernement du Land du Tyrol +43 512 508  
2083

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100002430/100715348> abgerufen werden.